

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2019/205686]

Résultat de la sélection comparative de Secrétaires de direction (m/f/x), (niveau B), francophones, pour le War Heritage Institute. — Numéro de sélection : AFG19260

Ladite sélection a été clôturée le 02/12/2019.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

La liste est valable 1 an.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2019/205686]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Directiesecretaressen (m/v/x), (niveau B), voor het War Heritage Intitude. — Selectienummer: AFG19260

Deze selectie werd afgesloten op 02/12/2019.

Er zijn 2 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/42561]

27 NOVEMBRE 2019. — Circulaire GPI 92 concernant le report des congés de 2019 et l'octroi de certains congés en 2020

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame la Haute Fonctionnaire exerçant des compétences de l'Agglomération bruxelloise,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la Police Locale,

A Monsieur le Commissaire général de la Police Fédérale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Sécurité et Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la Police Locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame la Haute Fonctionnaire,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

Vous trouverez ci-après les directives concernant le report des congés de 2019, ainsi que celles pour l'année 2020 concernant les jours fériés réglementaires octroyés par le commissaire général ou par le chef de corps ainsi que les dates auxquelles certains jours de congé de substitution doivent être pris.

1. Report des congés de 2019 :

L'article VIII.III.2 PJPOL stipule que le congé annuel de vacances peut être pris jusqu'au 31 mars y compris de l'année calendrier suivant l'année calendrier pour laquelle le congé annuel de vacances est accordé. Le congé de vacances non pris de 2019 pourrait donc être pris sans condition jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2020 pour tous les membres du personnel des services de police.

Cependant, tenant compte du fait que les congés de Pâques en 2020 tombent du 6 au 19 avril inclus et vu que le 30 avril est aussi la fin d'une période de référence, je décide, sur la base de l'article VIII.III.2, alinéa 2, PJPOL, que tous les membres du personnel de la police intégrée pourront prendre le résidu de leurs jours de congé annuel de vacances 2019 jusqu'au 30 avril 2020 inclus.

En outre, je tiens à souligner que, conformément à l'article VIII.1.bis, AEPOL, les membres du personnel qui n'ont pas pu prendre leur congé annuel de vacances de 2019 avant le 1<sup>er</sup> avril 2020 en raison d'un refus du congé annuel de vacances, d'un congé de maternité ou d'une absence pour maladie pendant la période de report (1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'à y compris le 31 mars 2020), peuvent reporter ce congé annuel de vacances jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021.

2. Calendrier des congés en 2020 :

2.1. Jours fériés réglementaires fixés par l'autorité compétente à cet effet.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/42561]

27 NOVEMBER 2019. — Omzendbrief GPI 92 betreffende de overdracht van verloven van 2019 en de toekenning van sommige verloven in 2020

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Hoge Ambtenaar belast met de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de Federale Politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw de Hoge Ambtenaar,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Hierna vindt u de richtlijnen betreffende de overdracht van het jaarlijks vakantieverlof van het jaar 2019, alsook de richtlijnen voor het jaar 2020 betreffende de reglementaire feestdagen toegestaan door de commissaris-generaal of door de korpschef evenals de data waarop bepaalde vervangende verlofdagen dienen genomen te worden.

1. Overdracht van verloven van 2019 :

Artikel VIII.III.2 RPPOL, bepaalt dat het jaarlijks vakantieverlof kan worden opgenomen tot en met 31 maart van het kalenderjaar volgend op het kalenderjaar waarvoor het jaarlijks verlof is toegekend. Het niet genomen vakantieverlof van 2019 zou dus voor alle personeelsleden van de politiediensten onvoorwaardelijk kunnen worden genomen tot 1 april 2020.

Rekening houdend evenwel met het feit dat de Paasvakantie in 2020 valt van 6 tot en met 19 april en gezien 30 april ook het einde is van een referentieperiode, beslis ik, op grond van artikel VIII.III.2, tweede lid, RPPOL, dat alle personeelsleden van de geïntegreerde politie hun niet opgenomen dagen jaarlijks vakantieverlof 2019 kunnen opnemen tot en met 30 april 2020.

Ik wens bovendien aan te stippen dat, overeenkomstig artikel VIII.1.bis, UBPol, de personeelsleden die het jaarlijks vakantieverlof van het jaar 2019 niet hebben kunnen opnemen vóór 1 april 2020 omwille van een weigering van het jaarlijks vakantieverlof, een moederschapsverlof of een afwezigheid wegens ziekte tijdens de overdrachtsperiode (1 januari 2020 tot en met 31 maart 2020), dit jaarlijks vakantieverlof kunnen overdragen tot 1 april 2021.

2. Verlofkalender 2020 :

2.1. Reglementaire feestdagen vastgesteld door de ter zake bevoegde overheid.

Deux jours fériés réglementaires sont octroyés en application de l'article I.I.1<sup>er</sup>, 19°, PJPoL, par le commissaire général ou les autorités qu'il désigne pour la Police Fédérale, ou par le chef de corps ou le service qu'il désigne pour la Police Locale.

Directives pour l'année 2020 :

En ce qui concerne la Police Fédérale, les deux jours fériés réglementaires octroyés par le commissaire général sont ajoutés, dès le début de l'année 2020, à la fiche des congés.

Ils peuvent être pris aux mêmes conditions que les jours de congé annuel de vacances.

En ce qui concerne la Police Locale, le chef de corps a la possibilité de décider, après concertation au sein du comité de concertation de base concerné, que ces deux jours de congé seront ajoutés à la fiche des congés en début d'année ou bien de les fixer à deux dates déterminées ou encore qu'un de ces jours sera ajouté à la fiche des congés et l'autre fixé à une date déterminée.

2.2. Jours de congé de substitution pour les jours fériés légaux et réglementaires qui coïncident avec un samedi ou un dimanche.

En 2020, deux jours fériés légaux (15 août et 1<sup>er</sup> novembre) et deux jours fériés réglementaires (15 novembre et 26 décembre) coïncident avec un samedi ou un dimanche. Les membres du personnel ont par conséquent droit à quatre jours de congé de substitution. Sur base de l'article VIII.III.13, alinéa 2, PJPoL, le premier de ces quatre jours est fixé, pour l'ensemble des membres du personnel des services de police, le 22 mai 2020. Ce jour permet ainsi de faire le pont. Les trois jours restants sont ajoutés à la fiche des congés. Ils peuvent être pris aux mêmes conditions que les jours de congé annuel de vacances.

Au cas où ils auraient déjà fixé à la date du 22 mai un des jours fériés réglementaires à déterminer par eux (voir point 2.1), les chefs de corps de la Police Locale peuvent déroger à cette règle.

3. En ce qui concerne la position statutaire des membres du personnel qui travaillent lors de ces jours de congé, je vous renvoie aux directives de la circulaire GPI 34 du 11 mars 2003 concernant certains congés octroyés en 2003.

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur  
P. DE CREM

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/15672]

### Conseil d'Etat

#### Emploi vacant de conseiller d'Etat francophone (F)

Un emploi de conseiller d'Etat d'expression française sera prochainement à conférer au Conseil d'Etat.

L'article 70, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose comme suit :

*"Nul ne peut être nommé conseiller d'Etat s'il n'a trente-sept ans accomplis, s'il n'est docteur, licencié ou master en droit, s'il ne peut justifier d'une expérience professionnelle utile de nature juridique de dix ans au moins et s'il ne satisfait à l'une des conditions suivantes :*

1° avoir réussi le concours d'auditeur adjoint et de référendaire adjoint au Conseil d'Etat, le concours de référendaire à la Cour constitutionnelle, le concours de référendaire à la Cour de Cassation, le concours d'auditeur adjoint à la Cour des comptes ou l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire;

2° exercer une fonction administrative classe A4 au moins ou équivalent dans une administration publique belge soit dans un organisme public belge;

3° avoir présenté avec succès une thèse de doctorat en droit ou être agrégé de l'enseignement supérieur en droit;

4° exercer, en Belgique, des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge effectif ou être membre du Conseil du Contentieux des Etrangers visé à l'article 39/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

5° être titulaire d'une charge d'enseignement du droit dans une université belge;

6° avoir pendant vingt ans au moins exercé la profession d'avocat à titre d'activité professionnelle principale ou avoir exercé pendant vingt ans au moins une fonction dont l'exercice nécessite une bonne connaissance du droit, dont quinze ans au moins en qualité d'avocat. L'exigence d'une expérience professionnelle utile visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplie par le respect de la présente condition.

[...]"

Bij toepassing van artikel I.I.1, 19°, RPPoL, worden door de commissaris-generaal of de overheden die hij aanwijst voor de Federale Politie, of door de korpschef of de dienst die hij aanwijst voor de Lokale Politie, twee reglementaire feestdagen toegekend.

Richtlijnen voor 2020 :

Wat de Federale Politie betreft, worden de twee door de commissaris-generaal toegekende reglementaire feestdagen, bij de aanvang van 2020, aan de verlofische toegevoegd.

Ze kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantieverloven.

Wat de Lokale Politie betreft, heeft de korpschef de keuzemogelijkheid om, na overleg in het betrokken basisoverlegcomité, die twee dagen ofwel bij de aanvang van het jaar toe te voegen aan de verlofische, ofwel op bepaalde data vast te stellen of een dag aan de verlofische toe te voegen en de andere op een bepaalde datum vast te stellen.

2.2. Vervangende verlofdagen voor de wettelijke en reglementaire feestdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag.

In 2020 vallen twee wettelijke feestdagen (15 augustus en 1 november) en twee reglementaire feestdagen (15 november en 26 december) op een zaterdag of een zondag. De personeelsleden hebben dus recht op vier vervangende verlofdagen. De eerste van die vier dagen wordt, voor alle personeelsleden van de politiediensten, op grond van artikel VIII.III.13, tweede lid, RPPoL, vastgelegd op 22 mei 2020, zodat een brugdag wordt gecreëerd. De resterende drie dagen worden aan de verlofische toegevoegd. Ze kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als de jaarlijkse vakantieverloven.

Hiervan kan evenwel worden afgeweken door de korpschefs van de Lokale Politie indien ze reeds één van de door hen vast te stellen reglementaire feestdagen (zie punt 2.1.), op datum van 22 mei zouden hebben vastgelegd.

3. Wat de rechtspositie betreft van de personeelsleden die op die vervangende verlofdagen moeten werken, verwijs ik u naar de richtlijnen van de omzendbrief GPI 34 van 11 maart 2003 betreffende sommige verloven toegekend in 2003.

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken  
P. DE CREM

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/15672]

### Raad van State

#### Vacature van Franstalig staatsraad (F)

Eerlang zal één betrekking van Franstalig staatsraad te begeven zijn bij de Raad van State.

Artikel 70, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad bepaalt:

*"Niemand kan tot staatsraad worden benoemd tenzij hij volle zevenendertig jaar oud en doctor, licentiaat of master in de rechten is, een nuttige juridische beroepservaring van ten minste tien jaar kan doen gelden en aan een van de volgende voorwaarden voldoet:*

1° geslaagd zijn voor het vergelijkend examen van adjunct-auditeur en adjunct-referendaris bij de Raad van State, het vergelijkend examen van referendaris bij het Grondwettelijk Hof, het vergelijkend examen van referendaris bij het Hof van Cassatie, het vergelijkend examen van adjunct-auditeur bij het Rekenhof of het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek;

2° een administratieve functie met minstens klasse A4 of een gelijkwaardige rang uitoefenen bij een Belgische overheidsdienst of bij een Belgische overheidsinstelling;

3° met goed gevolg een proefschrift tot het verkrijgen van het doctoraat in de rechtsgeleerdheid hebben verdedigd of geaggregeerde zijn voor het hoger onderwijs in de rechten;

4° in België een ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van werkend rechter uitoefenen dan wel lid zijn van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bedoeld in artikel 39/1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° houder zijn van een leeropdracht rechtswetenschappen aan een Belgische universiteit;

6° gedurende minstens twintig jaar als voornaamste beroepsactiviteit het beroep van advocaat uitgeoefend hebben of gedurende minstens twintig jaar een functie hebben uitgeoefend waarvan de uitoefening een goede kennis van het recht vereist, waaronder minstens vijftien jaar als advocaat. De eis van relevante beroepservaring als bedoeld in het eerste lid is voldaan door naleving van deze voorwaarde

[...]"